

ALLIANCE-ENVIRONNEMENT

Communiqué de presse

Mieux vaut tard que jamais : les organisations environnementales revendiquent des normes plus strictes en matière de réduction des pesticides

Zurich/Berne/Bâle 05 juillet 2016 La Suisse est connue pour sa ponctualité. En ce qui concerne une politique moderne en matière de pesticides, elle est pourtant en retard. Elle mettra en œuvre à partir de 2017, donc 5 ans après les pays voisins, un «Plan d'action visant à la réduction des risques et à l'utilisation durable des produits phytosanitaires». La consultation des parties intéressées commence aujourd'hui. Les organisations environnementales Greenpeace, Pro Natura, BirdLife Suisse et WWF Suisse demandent que la Suisse fasse un pas courageux pour l'avenir de l'agriculture helvétique.

La Suisse fait partie des pays utilisant massivement les pesticides. Ce sont des produits chimiques toxiques, surtout utilisés dans l'agriculture pour protéger les cultures des influences dérangeantes telles que les mauvaises herbes, les insectes et les maladies. Vu qu'ils sont répandus sur de grandes surfaces et qu'ils finissent aussi dans la nourriture, les humains sont particulièrement exposés à ces substances. Certains pesticides sont soupçonnés de contribuer au développement de maladies graves.

En outre, la biodiversité diminue massivement en raison de l'utilisation des pesticides. Cela concerne les pollinisateurs tels que les abeilles, mais également des oiseaux et amphibiens pour ne citer qu'eux. La charge en pesticides des cours et plans d'eau suisses a particulièrement fait parler d'elle ces dernières années. L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et l'Eawag, (institut de recherche des EPF dans le domaine de l'eau), ont constaté, en 2012¹ déjà, que 70% des eaux de surface sont contaminées par des pesticides. Certaines eaux présentent jusqu'à 40 pesticides différents. Un cocktail toxique dont souffrent particulièrement les petits organismes, et qui met fortement en danger l'écosystème aquatique.

L'agriculture suisse doit – à raison – craindre pour son image dans ce cas. Les contaminations proviennent en majorité de ses champs selon l'Eawag. «Nous espérons que les agriculteurs sauront voir le plan d'action comme une chance de réduire l'utilisation des pesticides et de devenir vraiment les meilleurs élèves. Aujourd'hui, l'agriculture helvétique doit rattraper son retard sur ses voisins européens», indique Daniela Hoffmann, spécialiste de cette thématique au WWF.

Autrefois, la Suisse a été le berceau de la réduction des pesticides, et des organisations comme IP Suisse et BioSuisse montrent aujourd'hui encore comment l'agriculture peut fonctionner sans ou avec peu de pesticides. Le Plan d'action devrait se baser sur cet historique. Il faut des objectifs de réduction ambitieux, des interdictions de substances particulièrement toxiques, le développement et la promotion d'alternatives et une grande transparence – que ce soit dans l'autorisation de pesticides ou dans l'information sur les pollutions et la mise en danger de l'environnement et de la santé.

Dans leur «Orientation pour réduire le recours aux pesticides», les organisations environnementales Greenpeace, Pro Natura, BirdLife Suisse et WWF Suisse ont publié, en 2013 déjà, les points mentionnés ci-dessus, ainsi que d'autres exigences centrales pour une politique en matière de pesticides moderne et respectueuse de l'environnement. En mai, Vision Landwirtschaft a publié un plan de réduction des pesticides dont les demandes sont soutenues par les organisations environnementales. Le Plan d'action de la Confédération doit maintenant se mesurer à ce travail et aux revendications existantes.

[Lien Plan de réduction des pesticides en Suisse \(Vision Landwirtschaft\)](#)

[Lien Orientation pour réduire le recours aux pesticides \(Alliance-environnement\)](#)

Renseignements complémentaires:

Philippe Schenkel, responsable de la campagne agriculture, Greenpeace, tél. 078 790 52 84

François Turrian, Directeur romand BirdLife Suisse, tél 079 318 77 75

Marcel Liner, expert en agriculture, Pro Natura, tél. 061 317 92 40

Pierette Rey, Porte-parole pour la Suisse romande, WWF Suisse, tél. 079 662 47 45

ⁱ Munz, N., Leu, C., Wittmer, I. 2012: Pestizidmessungen in Fliessgewässern: Schweizweite Auswertung. Aqua & Gas, 11, 32-41.